

Rossi (Edmond), *Les Aventures du diable en pays d'azur*, Atlandis éditions, s.l. 2004, 176 pages.

« La plus belle des ruses du Diable est de nous persuader qu'il n'existe pas », disait Baudelaire. Edmond Rossi croit-il au Démon ? En tout cas, il lui consacre un charmant petit livre, centré sur les Alpes-Maritimes. L'auteur passe en revue les lieux, cimes, grottes, gouffres, puits, ainsi que les édifices portant le nom du Malin. Il décrit les linteaux, les sculptures et surtout les peintures qui évoquent le Prince des ténèbres, par exemple la dans macabre du Bar-sur-Loup, les fresques de Notre-Dame-des-Fontaines et de Roure. Une abondante iconographie soutient le texte. Edmond Rossi consacre surtout de nombreuses pages aux récits mettant en scène Satan et ses serviteurs. Certains de ces textes sont familiers aux habitants des Alpes-Maritimes, comme l'histoire du pont infernal d'Eze, la « cauda rasa » de Coaraze, les légendes de la Vallée des Merveilles. D'autres récits, moins connus, instruiront le lecteur.

Ralph Schor

Vial (Eric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Ecole française de Rome, 2007, 461 pages.

Eric Vial, spécialiste de l'Italie et particulièrement de l'histoire de l'immigration, a tiré de son mémoire d'habilitation à diriger des recherches un remarquable ouvrage sur l'Union populaire italienne (UPI).

L'UPI naquit en 1937, à l'époque où les partis communistes sortaient de leur isolement et cherchaient à constituer de vastes rassemblements antifascistes, comme ce fut le cas en France en 1934-1936. Le PC italien offrit à l'UPI une aide matérielle, un financement provenant sans doute du Komintern, des locaux, une presse, un personnel d'encadrement, une base militante. De la sorte, la nouvelle organisation apparaissait d'emblée comme le satellite d'un PCI hégémonique qui la contrôlait et voulait l'utiliser pour recruter. Au congrès de fondation, à Lyon, les délégués communistes étaient trois fois plus nombreux que les autres antifascistes.

L'UPI offrait divers services à ses membres. Elle les aidait dans leurs relations avec l'administration française. Elle distribuait des secours alimentaires. Elle proposait des colonies de vacances. Elle mit sur pied des associations filiales destinées à rassembler divers groupes tels que les anciens combattants, les femmes, les jeunes. Elle organisait des activités culturelles, sportives, ludiques comme, à Waziers dans le Nord, le concours du « plus gros mangeur de spaghettis sans les mains »... L'UPI fit aussi campagne pour appuyer une revendication de la gauche immigrée, la définition d'un statut juridique des étrangers.

Le discours de l'Union populaire se voulait unitaire et largement « interclassiste », ce qui la conduisit à effacer les références prolétariennes. En effet l'UPI tendait explicitement la main aux petits et moyens propriétaires, patrons, commerçants, aux paysans, aux professions intellectuelles et libérales, aux cadres, aux catholiques et même aux « frères en chemise noire ». Certains dirigeants semblent avoir cru à une possibilité de libéralisation du régime fasciste. Pour mieux fonder son aspiration unitaire, l'UPI exaltait la fierté de l'identité italienne. A cette fin elle montrait la beauté et la richesse de la langue et de la culture péninsulaire. Les artistes du passé comme les créateurs contemporains étaient régulièrement invoqués, ainsi Dante, Léonard de Vinci, Giotto, Michel Ange, Goldoni, Pirandello, d'Annunzio, Chirico... Garibaldi et Mazzini étaient placés en tête des références historiques. Le rassemblement était aussi étayé par un éloge de la nation et de ses intérêts primordiaux, comme l'indépendance. Le caractère positif conféré à l'italianité permettait d'accepter une certaine intégration des immigrés, mais non leur assimilation. Enfin l'UPI rejetait l'antisémitisme fasciste, contraire à la tradition italienne.

Les dirigeants populaires affichaient leurs sentiments francophiles, d'autant plus vibrants que la Front populaire, les grèves de 1936, les lois sociales, l'essor contemporain du syndicalisme rendaient le pays d'accueil particulièrement sympathique. L'amitié et la collaboration avec les hôtes français étaient facilitées par les choix démocratiques, antifascistes, pacifistes faits par le gouvernement de Paris. Le multipartisme et la démocratie, même dans son incarnation américaine, étaient vantés. Mais l'UPI, sans crainte de la contradiction, célébrait également la forme soviétique de la démocratie. Le rejet de l'impérialisme fasciste, de l'Axe, de la conquête de l'Ethiopie, de Franco apparaissaient très fermes. Dans le domaine culturel, l'UPI, tout en promouvant le réalisme socialiste, se voulait moderne, ouverte aux recherches et au progrès, soucieuse d'élever le niveau des masses.

L'organisation de l'UPI, dotée seulement de trois permanents au niveau national, resta légère. La direction était cependant ferme et centralisée. Les sections locales avaient surtout pour mission de recruter, d'animer, de diffuser le message du sommet et d'obtenir un consensus minimal. Le nombre des adhérents évolua sans doute entre 30 000 et 40 000 au grand maximum. Des sections purent être implantées dans des régions de faible immigration italienne, mais la vitalité fut surtout notable dans le Sud, la région Rhône-Alpes et une bande de départements allant du Nord au Doubs. Le tirage du journal de l'UPI, la *Voce degli Italiani*, avoisinait les 15 000 exemplaires.

Les ambiguïtés du discours tenu par l'Union populaire entravèrent son développement. En effet, la francophilie était contredite par la politique du gouvernement Daladier qui surveillait fermement les étrangers et leur imposait de nombreuses contraintes. L'exaltation de l'identité italienne s'accordait mal avec l'intégration de plus en plus forte des immigrés et les naturalisations, fréquentes même chez les dirigeants du mouvement. Les positions unitaires conduisant à tendre la main à des catégories très éloignées de la gauche, étaient mal reçues par une base attachée au militantisme rouge traditionnel. A partir de 1938, les effectifs reculèrent tandis que les prises de position classiques de la gauche prenaient plus de corps. La cohésion interne de l'UPI était mal assurée : certains communistes trouvaient l'organisation trop modérée et les non-communistes condamnaient le poids du PCI. Si le rejet des trotskystes était général, les méfiances et les querelles étaient fréquentes.

Les tensions internationales forcèrent l'UPI à préciser la nature de sa francophilie. L'organisation, certes pacifiste, fut conduite par sa solidarité pour le pays d'accueil à promettre de s'engager les armes à la main pour défendre celui-ci. Lorsque Mussolini réactiva ses revendications irrédentistes, l'UPI se plaça aux côtés de la France et organisa des engagements de volontaires. A l'approche de la guerre, les communistes resserrèrent leur emprise sur l'UPI. La signature du pacte germano-soviétique traumatisa l'Union et entraîna sa disparition rapide. Certains dirigeants essayèrent d'abord de minimiser l'importance du pacte. Mais les communistes, condamnant les démocraties et les socialistes, s'alignèrent sur Moscou. Le principal animateur de l'UPI, Cocchi, hostile au pacte, fut exclu du PCI. Les socialistes, outrés par le ralliement des révolutionnaires à l'accord germano-soviétique, s'éloignèrent de l'UPI ou essayèrent localement d'en évincer les stalinien. En tout cas l'activité s'effondra et l'Union disparut dans le tourbillon de la guerre.

Eric Vial montre in fine que l'UPI joua un faible rôle dans les secteurs où l'intégration des immigrés était très avancée et connut la réussite dans le cas inverse. Mais, par son discours de synthèse mariant sentiment national italien et francophilie, elle facilita l'assimilation : elle montrait qu'un étranger peut prendre de nouvelles racines sans renier les anciennes. Cette thèse est développée avec brio dans un livre savant mais non pesant. L'érudition, étayée par un appareil critique très riche, apparaît impressionnante. La démonstration, la nuance dans le jugement et l'interprétation entraînent l'adhésion du lecteur. Existe-t-il des livres définitifs ? Si oui, celui-ci en constitue un parfait exemple.

Ralph Schor

Noiriel (Gérard), *A quoi sert « l'identité nationale »*, Agone, Marseille, 2007, 154 p.

Il en est désormais de l'identité nationale comme du problème de l'unité d'un peuple. Bien avant que le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, dont Gérard Noiriel fut l'un des membres fondateurs en 2005, n'attire l'attention du public sur la création d'un ministère de l'identité nationale et de l'immigration par le président Nicolas Sarkozy en 2007, Luigi Firpo avait déjà parlé dans un éditorial de *La Stampa* en 1983 de l'échec de Turin à devenir une ville nationale¹. Entre son chemin de fer obsolète, ses autoroutes saturées, et le lent percement du tunnel du Fréjus, les voies de communication que Nice lui envoyait en 1848, s'étaient désormais enclavées. Comme la « piémontisation » atteint son terme en 1900 avec la publication du traité sur le droit administratif du député de Palerme Vittorio Emanuele Orlando la « francisation » portée en 1895 par le manuel d'Ernest Lavisse ne semble plus être qu'une réminiscence d'autrefois. Du moins les termes ne recouvrent pas la réalité des actuelles migrations venue d'un autre Sud.

A l'annonce de la formation du ministère, 8 des 12 historiens membres du conseil scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration ont démissionné de leurs fonctions officielles et lancé une pétition contre son intitulé dans *Libération* qui a été signé en moins d'une semaine par 10 000 personnes et a reçu outre l'appui des dirigeants des deux principales organisations syndicales la CGT et la CFDT, celui d'historiens appartenant aux institutions les plus prestigieuses des cinq continents, de Sydney à Princeton, en passant par Pékin, Tokyo, Rio ou Cambridge. L'auteur se lance dans une précise sociologie des partis politiques et de la presse d'opinion pour argumenter sur les débats de la campagne pour l'élection du président de la République française. Si Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers ont réclamés la paternité de « l'identité nationale », le parti communiste, l'extrême gauche et les Verts en ont dénoncé le caractère démagogique, Ségolène Royale, quant au parti socialiste en a choisi le terrain, tandis que François Bayrou a préféré l'éluider au nom de la poursuite du projet européen. Dans son discours d'investiture lors du congrès UMP prononcé à Versailles le 14 janvier 2007 Nicolas Sarkozy déclara : « Ma France, c'est une nation qui revendique son identité, qui assume son histoire ». Le mot de « nationalité » n'est apparu dans le dictionnaire de l'Académie française qu'en 1830 alors que la fête commémorant la prise d'Alger par Charles X ne fut jamais célébrée. Après la guerre de 1870 la propédeutique de la nation devint un enjeu diplomatique sous la plume de Fustel de Coulanges et Théodore Mommsen et celui-ci dura jusqu'à l'invention du soldat Chauvin en 1914. Tardive, l'expression « identité nationale » ne serait apparue qu'en 1977 avec la réforme Haby qui mit les élèves du cycle secondaire face au document dans le cadre de méthodes dites actives qui certes avaient débuté dans les instructions officielles de 1890 sous le ministère de Jules Ferry un an seulement après la première loi sur la nationalité, d'où l'apparition immédiatement polémique du terme « immigration ». Commandée par des préoccupations laborieuses celle-ci vint d'abord d'Italie et la répartition de ses ressortissants sur le territoire suivit celle des grands chantiers urbains ou industriels en Provence, en Lorraine et à Paris. Elle se confond désormais, et notamment à Marseille, depuis 1974 avec le terme de minorités qui amalgame le musulman avec le « maghrébin », le « nord africain » et l'« arabe » masquant ainsi la diversité des modes d'accès à la citoyenneté de l'Islam selon les pays d'origines par le biais des amicales et des consulats et avec la dissémination segmentaire de mosquées². La division du travail touchant aussi les intellectuels, il est depuis 1985 difficile de se faire reconnaître à la fois dans le monde savant et dans l'espace public quoique la didactique de l'enseignement de

¹ Luigi Firpo, *Cattivi pensieri*, Roma, 1999, pp. 344-346.

² Vincent Geisser, « Immigration et mobilisations musulmanes à Marseille. L'éveil d'un « islam paroissial » (1945-2008) », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 2009, 78, pp. 13-32.

l'histoire à l'école ait pu bénéficier dès lors des journaux, chansons, dessins et vidéos. Si l'événement mémoire mis en avant par Henry Rousso³ avec les membres de l'Institut d'histoire du temps présent tient désormais un rang scientifique hégémonique, dans les médias c'est Alain Finkielkraut qui occupe le créneau contre la *world culture* cédant volontiers à l'historisme qui fait du passé national une perpétuelle commémoration. La chaîne de télévision européenne Arte offre une place importante à ce débat et les experts sont éventuellement appelés à la barre devant les tribunaux pour se constituer partie civile comme lors du procès de Maurice Papon. On peut remarquer que ce fut en pleine décolonisation que Fernand Braudel rédigea en 1963 à l'usage des élèves de terminale sa *Grammaire des civilisations*. Bien vite il est vrai cette ambition fut estimée trop ambitieuse et le manuel retiré du programme par l'inspection pédagogique. En 1971 les intellectuels dénonçaient l'école française comme un appareil idéologique d'Etat au service du darwinisme social. Les évaluations du Programme international pour le suivi des acquis des élèves mises en place depuis 2000 mettent en évidence l'archaïsme du système pédagogique français qui produit une masse importante d'élèves en échec regroupés dans les zones d'éducation prioritaire et une élite numériquement trop faible par rapport aux besoins de cerveaux du capitalisme rénové⁴.

Au fond la manifestation de l'identité nationale qui s'étend à chaque rencontre sportive fait se concurrencer la mémoire et l'histoire. Lors d'un match de football on compte désormais le nombre de joueurs de couleurs et ceux qui chantent *la Marseillaise*. L'historien court après la mémoire juive qui appartient au temps du peuple élu conservé dans le Talmud mais la constitution d'archives de mémoire orale de l'immigration⁵ fait désormais entrer les moments de ruptures d'autres peuples dans l'histoire nationale. L'universalité du témoignage sur la mémoire des nations recoupe celui de l'humanité toute entière que la globalisation nous révèle chaque jour à la lumière des incessantes découvertes scientifiques et pousse ainsi à penser la cohésion de l'atome dans le fait historique. Jules Michelet refusa en 1848 au ministère de l'instruction publique d'être associé aux travaux chargés de réorganiser l'enseignement par l'appel de son travail au foyer de la patrie. « La France entre dans l'inconnu d'une révolution nouvelle sans avoir encore une histoire de sa première révolution, une histoire positive, fondée sur les actes authentiques. Elle doit, avant tout, fixer et enseigner deux choses qui n'en font qu'une et qui sont le cœur de la France : la foi dans la révolution est la même foi en pratique que l'histoire de la révolution. Pour l'enseigner il faut la faire ».

Thierry Couzin

Gauchet (Marcel), *L'avènement de la démocratie. I. La révolution moderne*, Gallimard, Paris, 2007, 206 p.

La ligne directrice de la pensée de Marcel Gauchet consiste à remonter le fil du temps à partir d'un présent qui a consacré, depuis la chute du mur de Berlin en 1989 la fin de l'Histoire pour découvrir la dynamique par laquelle l'autonomie est devenue la seule voie possible du politique que la réflexion de l'homme a finalisé jusqu'à en faire une science. En marquant le début de l'attente de l'avenir, l'histoire des démocraties modernes s'est imposée par l'histoire lorsque le 14 juillet 1880 la III^{ème} République consacra les fêtes libérales

³ Henry Rousso, *Ecrire l'histoire du temps présent. Hommage à François Bédarida*, Paris, 1993, pp. 105-107 et 112-113.

⁴ Jérôme Ceccaldi, « Quelle école voulons-nous ? », dans *Revue internationale des livres et des idées*, 2009, 14, pp. 17-21.

⁵ Riadh Ben Khalifa, Alain Bottaro, « Les archives orales de l'immigration », dans *Recherches Régionales*, 2009, 194, pp. 71-80.

séculières dès la Restauration mais qui au-delà de 1830 et jusqu'en 1848 vont s'avérer civiques avant que Napoléon III ne retrouve l'élan initial notamment par les fastes célébrations du 15 août⁶.

L'Occident, nous le savons, naquit au XVI^e siècle lorsque les humanistes s'emparèrent de la question sur l'origine naturelle des *Indios* et le sens politique de la loi mosaïque. Tandis que l'allemand Johannes Boemus formula dans une théorie du polygénisme proprement monothéiste, le français Louis Le Roy exposa une vision naturaliste, tandis que Jean Bodin professa que l'important étant de juger science et généalogie en fonction de leurs avantages politiques les modernes furent d'abord ceux qui comme les Germains pour se défier de leurs voisins se proclamèrent autochtones, enfin le théologien espagnol Francisco de Vitoria justifia le monopole du commerce par le droit⁷. Le continent américain devenait indissociable de l'Europe. Charles Morazé lui-même avait dans son maître ouvrage publié en 1957 sur les bourgeois depuis 1780 jusqu'en 1890 indiqué l'originalité de l'apport des nations anglaise, par son sens de la science appliquée, allemande, par son industrie presque militaire, et de la France par son attachement au Code⁸, dans les prémices d'une Europe autarcique encore incapable de se projeter dans une agrégation médiane qui plus est après les débuts de la colonisation de masse. Inquiet, l'Occident a d'abord vécu son expansion en termes de satisfactions de besoins allant toujours s'accroissant et le terme d'euporium inventé en 1901 désignait un corps simple à la recherche d'une union du groupe des terres rares. On peut présenter l'économie capitaliste comme étant perpétuellement à monétariser et c'est ainsi que le système marche et remplit sa propre fonction. Plus value et pouvoir d'achat, le désir réversible de la puissance et de l'impuissance est fondé sur le rapport différentiel des flux sans limite extérieure assignable, et où le capitalisme reproduit ses limites immanentes à une échelle toujours plus élargie et englobante⁹.

Le dépassement de la nation fut d'abord le fait des Empires Habsbourg et Ottoman avant leur effondrement en 1918 puis de cette sorte de trait d'union entre l'Empire russe et la révolution bolchevik qui constitua l'Union soviétique, plus au large enfin les Etats-Unis proposaient une forme politique séduisante quoique échappant difficilement à la volonté de puissance. Or, malgré la déflagration après 1945, les trois nations européennes gardèrent une individualité difficilement fusionnelle, chacune ayant un horizon international propre, depuis la réduction impériale du Commonwealth en passant par le Reich d'Europe centrale et pour finir l'appui outre-mer de la déclaration universelle des droits de l'homme. Comment dès lors entrer dans l'ère nouvelle de dépassement de la nation qui se profilait chez ceux pour lesquels la survie de l'espèce n'était pas un vain mot¹⁰. A l'heure où l'euroseptique fait recette pestant aussi bien contre l'euromarché, l'eurovision que contre les eurocrates et allant jusqu'à remettre en cause l'idée même d'européanisme telle qu'elle apparût au lendemain de la bataille d'Iéna en 1806 bientôt développé sous la plume de Georg Friedrich Hegel sous la forme d'une philosophie portant à faire de l'Etat le stade ultime du droit moderne comme vecteur de gestion bureaucratique de la société civile¹¹. L'Etat qui ne prépare ni ne fait la guerre use encore de la contrainte publique, parfois à son corps défendant par ses décisions en apparence les plus anodines, il place ses ressortissants dans une situation bien déterminée sur

⁶ Rémi Dalisson, *Les Trois couleurs, Marianne et l'Empereur. Fêtes libérales et politiques symboliques en France 1815-1870*, Paris, 2004, 305 p.

⁷ Giuliano Giozzi, *Adam et le Nouveau Monde. La naissance de l'anthropologie comme idéologie coloniale : des généalogies bibliques aux théories raciales (1500-1700)*, Lecques, 2000, pp. 262-268.

⁸ Charles Morazé, *Les bourgeois conquérants. I. La montée en puissance 1780-1848*, seconde éd., Bruxelles, 1985, pp. 84-186.

⁹ Gilles Deleuze, Félix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie. L'anti-Œdipe*, Paris, 1972-1973, p. 284.

¹⁰ François Perroux, *L'Europe sans rivages*, Paris, 1954, pp. 282-286.

¹¹ Pierre Macherey, « Actualiser Hegel ? Axel Honneth et *Les Principes de la philosophie du droit* », dans *Revue internationale des livres et des idées*, 2009, 11, pp. 53-58.

le marché international. Ni socialement, ni nationalement, il n'existe de monnaie neutre : les accords de Bretton-Woods de 1948 ont été un effort pour établir des règles du jeu sur la fluctuation des monnaies sur le cours des changes qui n'a rien de statique dans l'écoulement d'un temps hétérogène. L'Etat neutre également est un faux-semblant : un Etat qui élimine toute inégalité tarit les sources du progrès, un Etat qui choisit entre les inégalités cesse d'être neutre, un Etat qui ne fait rien remet la nation aux plus puissants intérêts, il prend encore parti. Le projet existentiel du Léviathan n'est pas plus compatible que ceux des individus ou des groupes. Cette totalisation de la société du strict point de vue sociologique est affiliée tant envers son excroissance soviétique qu'à la singularité de l'Etat nazi qu'on ne peut cependant lire sans distinguer le semblable et le dissemblable, la raison et l'événement, et d'abord par sa capacité à contrôler les inconscients collectifs par l'instauration de son propre rituel de célébration avant que la science par l'entremise de Pavlov ne maîtrise les réflexes conditionnés des masses et que Goebbels ne planifie les camps d'extermination. L'équilibre de vie en commun s'opère par et pour la nation en tant qu'elle permet le dépassement des frontières ou si l'on préfère dépasse l'idéal chimérique d'une autarcie de l'Etat pour insuffler une force concentrique capable de susciter par l'arbitrage entre les centres de nouveau regroupement internationaux. On attendait ainsi que la CECA signée en 1951 dépasse les seuls équilibres franco-allemands de la Ruhr. Les déterminations historiques expliquent cet acharnement de la théorie des groupes de François Perroux à détruire les fondements scientifiques de l'Etat national. Cela n'était pas une mince affaire que de s'attaquer à la passion des commencements dans l'espace homogène de l'univers¹². Jean Starobinski a fait depuis sur le même terrain un sort à cette vision aussi foisonnante qu'ambiguë¹³. Il faut aller plus en avant pour savoir ce que l'économiste voulait dire en précisant qu'il fallait se défaire de la nation partisane pour retrouver le fil authentiquement historique des patries dans le cadre d'une bipolarité qui négligeait ce supplément d'âme qui anime le Tiers parti qui désormais domine l'Assemblée de Strasbourg¹⁴. Courant que vint corroborer la signature le 25 mars 1957 à Rome du traité créant l'Euratom et le marché commun dont l'affiche annonçant l'événement représentait des silhouettes féminines habillées aux couleurs nationales et se donnant la main devant la vaste carte d'Europe portant comme légende la citation d'Alcide De Gasperi : « Six peuples, une seule famille, pour le bien de tous »¹⁵.

C'est le travail du négatif qui le mieux permet de recenser l'originalité de ce livre. Force est de reconnaître qu'il y a recouvrement et non ordre de succession entre le politique au service de l'altérité religieuse et la politique au service de la dynamique historique et que Marcel Gauchet tout occupé à démontrer que le sens de l'histoire est en amont orienté par la production du sujet se révèle incapable de penser ensemble ce qu'il n'envisage pas même à savoir l'intervention au sein même de la modernité à des moments datables de la pénétration positiviste de la hiérarchie sacrée et du pouvoir historiciste dans le social.

Si les textes du concile de Vatican II ignorent la corrélation entre le *Salus* qui apparaît 129 fois dans le document et celui de *Liberatio* qui ne survient que 6 fois, Jean-Paul II a approfondi la question lors des synodes de l'automne 1974, 1977 et 1983 de cet antagonisme survenu en France après 1968 puis 1972 et lors de l'application de la théologie de la libération en Amérique latine qui donna lieu à la création de communautés de base fortement opposés à ceux qui avaient pour but de maintenir des Etats forts liés aux Etats-Unis. En demeurant attaché à la conséquence civile du péché originel qui met le chrétien devant sa responsabilité et en concédant au progrès de la conscience autogestionnaire l'idée du personnalisme selon

¹² François Perroux, op. cit., pp. 304-316.

¹³ Jean Starobinski, 1789. *Les emblèmes de la raison*, Paris, 1979, 227 p.

¹⁴ François Perroux, op. cit., pp. 319-327.

¹⁵ Pierre Drouin, « Les « Six » signent au capitole les traités sur l'Euratom et le marché commun », dans *Le Monde*, 26 mars 1957, p. 1.

laquelle chaque homme devrait pouvoir travailler pour son propre compte notamment développé dans l'encyclique *Laborem Exercens*. Jean-Paul II a cependant renoncé devant la violence du socialisme dit réel qu'il a placé sur le même plan que les violences des fautes du capitalisme mondialiste. Aussi au cours de ses visites dans les pays catholiques du tiers monde, Haïti, Philippines, Brésil, Argentine, Pérou, Salvador, Guatemala, il s'en est pris vigoureusement aux firmes multinationales, au Fonds monétaire international au gouvernement des Etats-Unis et aux dictatures locales coupables de faire régner misère et chômage, prostitution et meurtres jamais jugés. Mais s'il a refusé de sanctionner ces évènements il n'a pas corroboré le lien entre la sécurité du territoire et la défense de la civilisation chrétienne pour la raison majeure qu'il a appelé notamment dans l'encyclique *Dives in Misericordia* les gouvernements de ces pays à collaborer avec la bourgeoisie et l'ensemble de la population. On retrouve l'idéal chrétien d'un peuple sans classes prêché depuis les origines évangéliques par opposition à la lutte des classes quand bien même avait-elle voulu viser au même idéal à savoir l'extinction des inégalités sociales. Déjà Paul VI avait-il à Vatican II fait contre ses prédécesseurs depuis Pie IX entrer le vocable *labor* dans la lettre du concile pour donner au travail la dignité nécessaire pour lui donner un axe de réflexion central¹⁶.

Après la révolution des œillets d'avril 1974 qui conduisit à la fin de l'autarcique retrait de l'Etat portugais le maintien de la religion dans la démocratie provoqua au lendemain de 2000 la dislocation de l'ultime conjonction du gouvernement du devenir, de la maîtrise du politique et de la reconnaissance de l'individu. Le refus de l'Histoire comme destin se trouve ainsi conjuré par l'immanence de l'intelligibilité de son cours dans la conscience d'être soi dans une sorte d'expérience d'un présentisme sans quête d'avenir. Avec la crise de l'impotence dont souffrent les démocraties libérales que les convergences vers l'unité issues de la révolution moderne et de son accomplissement français qui a dégagé l'Etat du roi et l'individu du contrat, le changement d'historicité de chacun dans le collectif nécessaire à une recomposition autre qu'en terme d'accélération du processus de l'égalité est pour Marcel Gauchet venu.

Thierry Couzin

Beaurepaire (Pierre-Yves), *Le mythe de l'Europe française au XVIIIème siècle. Diplomatie, culture et sociabilités au temps des Lumières*, Autrement, Paris, 2007, 301 p.

Actuellement directeur du Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine de l'Université de Nice Sophia-Antipolis Pierre-Yves Beaurepaire appartient à cette lignée des jeunes historiens qui s'emploient à revoir les thèmes inépuisables que chaque génération reprend à son compte par un regard neuf. En tant que spécialiste du siècle des Lumières, le présent livre s'attache aux obscurs qu'il appelle joliment les pèlerins de la liberté qui s'escrimèrent à faire vivre un esprit français autre que celui qui met en exergue les grands noms de la pensée de l'époque et qui pêche sans doute par l'excès qui consiste à placer Montesquieu, Voltaire et Rousseau sur le terrain de la défense de valeurs intangibles.

C'est sur le fond diplomatique compliqué qui suivit le traité d'Utrecht de 1713 à la fois entre les Etats et à l'intérieur de chacun d'eux par des divisions en tendances, voire, pour ce qui est l'Angleterre, entre les véritables partis qu'étaient les Whigs et les Tories par leur institutionnalisation dans le cadre de la Constitution imposée par Cromwell en 1688, que poussa une forme de sociabilité entre les lettrés tout à fait particulière. L'auteur cible ainsi son analyse sur l'Europe du Nord-Ouest et étaye sa démonstration de nombreuses citations de correspondances, d'abord entre les officiers ou chargés de mission de France, d'Angleterre et

¹⁶. Antoine Casanova, *Le concile vingt ans après. Essai d'approche marxiste*, Paris, 1985, pp. 204-245.

des Pays-Bas, puis, à la faveur de la paix revenue, la création du club de l'Entresol en 1723 à Paris par l'abbé Pierre-Joseph Alary et, la même année, la publication à Londres des statuts de la première loge maçonnique par le pasteur presbytérien James Anderson. Essentiellement le trait commun des membres de ces premières associations se trouve dans le goût des voyages et de la lecture. A cet égard le parcours du journaliste huguenot, académique, maçonnique et savant, Jean Rousset de Missy est exemplaire. Membre des académies de Saint-Pétersbourg et de Berlin il devint en 1747 conseiller historiographe du stadhouder Guillaume IV mais le réseaux de ses relations informelles ne s'étendit pas moins aux activités d'un monde de l'édition à la fois réduit et suffisamment passionné pour être itinérant afin de publier périodiques et ouvrages en bravant ici la censure et là les contraintes des coûts de fabrication. Sur le chemin du Grand Tour tel homme distingué comme le Polonais Michel Georges Mnisech put faire une halte à Nîmes chez le collectionneur Jean-François Séguier dont le répertoire de ses visiteurs pendant dix ans ne compta pas moins de mille cinq cents noms. Le tzar Pierre 1^{er} en quête d'une légitimité européenne se laissera séduire par le bouillonnement scientifique de Paris afin de tisser des liens d'amitiés entre les deux pays. Lors de sa première visite en 1717 dans la capitale il se rendit, accompagné de son ambassadeur Kourakine, à l'Académie royale des sciences par son président l'abbé Bignon et son secrétaire Fontenelle et fut le premier étranger à devenir membre. Il continua à son retour de Russie à échanger manuscrits et ballots de livres. Cette culture de l'exil s'accorde cependant avec le témoignage institutionnel du rayonnement des Lumières françaises puisque ce n'est qu'à partir de 1713 que l'Académie des sciences fondée par Colbert en 1666 produisit soigneusement des justificatifs sous la forme de procès-verbaux des séances étudiés par Christiane Demeulenaere-Douyère¹⁷. De même la diffusion de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert depuis la publication du premier tome en 1751 jusqu'à la faillite de l'entreprise en 1759 qui succomba en pleine de guerre de Sept Ans sous la pression de Louis XV comme du reste d'une belligérance généralisée dont le vainqueur incontestable fut la Grande-Bretagne qui renforça sa présence tant en Méditerranéen qu'outre Atlantique par le traité de Paris de 1763. Cette victoire fut cependant à l'origine de la révolte des treize colonies nord-américaines sous la conduite de Georges Washington qui reçut le soutien de nombreux libelles des intellectuels français. La diffusion de l'*Encyclopédie* put également bénéficier d'une influence en Russie par des intermédiaires tels Joseph Nicolas de Deslisle alors membre de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg qui en favorisèrent la distribution. Un autre aspect de la diffusion des Lumières françaises fut le rayonnement européen de la franc-maçonnerie française et l'auteur évoque plus particulièrement la Suède, le Danemark, et la Pologne pays dans lesquels la plasticité de ce mode de sociabilité a pénétré aussi bien le milieu diplomatique qu'artistique. La réception des Lumières françaises vue d'Europe fut cependant contrastée dans le temps et différenciée selon les pays dont certains réussirent à préserver malgré d'incontestables emprunts la spécificité de leur propre évolution culturelle.

Comme tout livre important celui-ci soulève une série de problèmes qui en appellent à d'autres études. Il y eut d'abord les querelles entre les centres d'irradiation du phénomène et notamment l'introduction de la notion de polycentrisme pour l'espace italien par Giuseppe Ricuperati¹⁸. Puis il fallut compter avec le refus de l'athéisme intégral en Espagne et la notion d'*ilustracion cristiana* telle qu'elle a été présentée par l'*Ilustrados* Mayas fort bien étudié par Joël Saugnieux : « *Es cosa muy indigna de la gravedad de nuestra Nacion que el pasos que en las demas naciones ha llegado la critique a tal abuso que ahora mas que nunca està el escepticismo, y aun incredulidad en su mayor vigo, en Espana se dé por lo comun en el*

¹⁷ Christiane Demeulenaere-Douyère, « Un exemple de complémentarité des fonds, les sources de l'histoire de l'Académie des sciences », dans *Cahiers de l'Ecole nationale du patrimoine*, 1999, 3, pp. 24-28.

¹⁸ Giuseppe Ricuperati, « Définir les Lumières : centre et périphéries du point de vue européen, cosmopolite et italien », dans *The Eighteenth century now : boundaries and perspectives*, 2005, 10, pp. 303-321.

estremo opuesto de una facilidad tan credula que muchos escritores parecen niños »¹⁹. Finalement c'est sur le rôle de la franc-maçonnerie dans la genèse de la nation moderne sur lequel Pierre-Yves Beaurepaire laisse tomber le mot fin.

Dakhli (Jocelyne), *Lingua Franca. Histoire d'une langue métisse en Méditerranée*, Arles, Actes Sud, 2008, 591 p.

La Méditerranée de l'Histoire, loin de se limiter aux pays riverains, est un vaste creuset dont les contours touchèrent l'Asie centrale via la mer Noire, l'Irak des Abbassides, l'Autriche des Habsbourg, et aussi bien l'Angleterre depuis sa présence dans la mer intérieure au XVIII^e siècle²⁰. Le livre de Jocelyne Dakhli nous invite à travers une réflexion sur la notion de civilisation elle-même à actualiser la pensée de Fernand Braudel dont le maître livre demeura emprunt du contexte colonial de l'affrontement²¹ par la redécouverte d'une langue des confins.

L'origine du contenu de la *Lingua Franca* renvoie à l'émergence des langues vernaculaires qui remplacèrent le latin dès le XIV^e siècle en Occident et plus tôt encore sur ses marches comme le Midi de la France après la conquête de Simon de Montfort qui présida à l'appellation de *lenga d'oc* tandis que dans le Sud de la péninsule après la défaite des Zirides malgré l'afflux de populations ligures et franques le notariat resta entre les mains des Grecs ou des Arabes et à la même époque Innocent III investit la Sicile du terme *Regnum*²². Les Arabes désignaient les Européens d'Occident comme les Latins ou francs, *Franj* par opposition aux Européens du Levant appelés *Rûm*. La perméabilité de la langue écrite à la langue qui se parle a suscité la création du Collège de France à Paris par François 1^{er} en 1530, les langues orientales, grecques, hébraïques et arabiques, bénéficièrent d'une chaire²³. L'acte de nommer étant à l'origine de toutes les taxinomies c'est par l'autre que le même acquiert son identité²⁴. Il fallut attendre le dictionnaire de Furetière de 1690 pour voir codifié l'usage de cette forme de communication : « *Langue franque* : la langue franque, ou langage franc, est un jargon qu'on parle sur la mer Méditerranée, composé du français, italien, espagnol et autres langues, qui s'entend par tous les matelots et marchands de quelque nation qu'ils soient. Ce qui vient de ce que les Français étendirent autrefois bien loin leur empire, de sorte que les Grecs, les Sarrasins, les Arabes et les Abyssins appelèrent tous les Européens du nom de Francs vers le temps de Charlemagne ». L'expédition de Napoléon en Egypte en 1798 inaugura non la colonisation européenne elle-même mais bien plutôt le renouveau universel du regard français sur l'altérité²⁵. D'une part dans son « *Tableau de la France* » publié en 1833 Jules Michelet ne se contenta pas de célébrer la victoire de l'histoire sur les contraintes de la géographie et rapprocha l'homme du Midi de l'Afrique via les deux grandes péninsules de la Méditerranée occidentale²⁶. Par ailleurs dans son récit « *Vacances en Espagne* » qui

¹⁹ Joël Saugnieux, « Foi et Lumières au XVIII^e siècle », dans *Foi et Lumières dans l'Espagne du XVIII^e siècle*, Joël Saugnieux (dir.), Lyon, 1985, p. 17.

²⁰ Salvatore Bono, « Sulla storia della regione mediterranea », dans *Mediterranea. Ricerche Storiche*, 2005, 5, pp. 409-410.

²¹ Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1990, 2 Vol.

²² Thierry Couzin, Après Braudel. Notes d'historiographie contemporaine sur la Méditerranée, dans *Mediterranea. Ricerche Storiche*, 2009, 15, pp. 22-23.

²³ Gilles Veinstein, *Chaire d'histoire turque*, Leçon inaugurale au Collège de France, Paris, 2000, 13p.

²⁴ Marcienne Martin, « Réification de l'homme et nomination », dans *Célèbres ou obscurs. Hommes et femmes dans leurs territoires et leur histoire*. Résumé de communication. 134^{ème} Congrès des sociétés historiques et scientifiques, Paris, 2009, pp. 26-27.

²⁵ Stuart Woolf, « The construction of european world-view in the revolutionary-napoleonic years », dans *Past and Present*, 1992, 137, pp. 72-101.

²⁶ Hervé Terral, « L'homme du Midi et l'homme du Nord : la question nationale chez Jules Michelet », dans *Les suds. Construction et déconstruction d'un espace national*, Claudine Vassas (dir.), Paris, 2005, pp. 115-117.

rassemblait ses notes prises dans la péninsule ibérique au cours de son séjour en 1843 et 1844 Edgar Quinet écrivit certes que le peuple espagnol étant illuminé par les « éclairs de ces langues qui scintillent de la Castille au Chili » allait répandre dans le monde « l'Esprit nouveau » mais il souligna aussi que « l'Espagne moderne n'a voulu jusqu'à ce jour devoir son salut qu'à la royauté et au catholicisme »²⁷. Enfin Hippolyte Taine dans son « *Voyage en Italie* » de 1864 tendit à montrer que l'esprit des Italiens tenait dans la diversité de ses paysages et de son climat²⁸.

C'est ainsi sur la variété des langues des nations que l'on pense le *franco* comme un précipité de diversité. Or, l'idée d'une unité des langues et à la fois que cette langue soit perdue rejoint inévitablement au-delà des déterminismes biologiques le complexe d'Adam²⁹. L'histoire de la *Lingua Franca* est donc exemplaire parce qu'elle révèle qu'entre la Chrétienté et l'Islam à l'époque de la course il exista un lien indicible. Une fois déprise du colonial elle devint comme l'*esperanto* dans l'entre deux-guerres porteuse d'un retour à l'utopie de la langue parfaite en demeurant grosse après mai 1968 d'un avenir pour les langues sans Etat. Laissons à Jocelyne Dakhlia le mot de la fin : « Parler une même langue n'est pas parler d'une même voix ».

Thierry Couzin

Fouchy (Jean-Pierre), *Et Nice devint le port de la Savoie pour l'amour de la reine Jeanne et la cupidité de Jean Grimaldi de Beuil*, Alandis éditions, s.l. 2008 , 255 pages.

Le livre de Jean-Pierre Fouchy vise à montrer les origines lointaines de la dédition de Nice à la Savoie en 1388. La construction en est singulière : l'auteur isole une série de dates significatives allant de 775 à 1391 et, pour chacune d'entre elles, imagine les conversations tenues par les acteurs ou les spectateurs. L'auteur précise bien dans son avertissement que, même si les dates, lieux et événements sont réels, il n'a pas voulu faire œuvre scientifique. Il a inventé des dialogues vraisemblables. Il refuse pour son livre la qualification de roman et préfère « comédie dramatique ». On pourrait dire aussi que c'est une évocation livre.

Jean -Pierre Fouchy a manifestement effectué de nombreuses lectures pour se familiariser avec le sujet. Il se montre à l'aise dans les généalogies les plus compliquées, les stratégies matrimoniales les plus savantes, les complots les plus enchevêtrés. Le livre fourmille de plusieurs centaines de personnages qui, comme au théâtre, résument les situations et rappellent les épisodes antérieurs. L'histoire de Nice sert parfois de prétexte pour mettre en scène des héros hauts en couleur et des événements lourds de sens. L'universitaire et l'étudiant considéreront avec surprise ce livre non conforme aux canons de la recherche. Le grand public sera plus intéressé par un texte très vivant.

Ralph Schor

²⁷ Paul Gonnet, « Les traits originaux de l'Espagne au milieu du XIXe siècle, vus par Edgard Quinet », Ibid., pp. 59-61.

²⁸ Robert Escallier, « A propos du voyage en Italie (1864), réflexions sur la place du milieu dans la relation d'Hippolyte Taine », dans *Recherches Régionales*, 2007, 187, p. 4.

²⁹ Edgar Morin, « Le complexe d'Adam et l'Adam complexe », dans *L'unité de l'homme. 3. Pour une anthropologie fondamentale*, Edgar Morin, Massimo Piattelli-Palmarini (dir.), Paris, 1974, pp. 271-284.